

**Rapport sur la Solvabilité et
la Situation Financière**

2018



malakoff médéric
humanis

SANTÉ – PRÉVOYANCE – RETRAITE – ÉPARGNE

Table des matières

Synthèse	3
A. Activités et résultats	5
A.1. Activité	5
A.2. Résultats de souscription	7
A.3. Résultats des investissements	8
A.4. Performance des autres activités	10
B. Système de gouvernance	11
B.1. Informations générales	11
B.2. Exigences de compétences et honorabilité	15
B.3. Systèmes de gestion des risques (dont ORSA)	18
B.4. Contrôle interne	22
B.5. Fonction audit interne	25
B.6. Fonction actuarielle	27
B.7. Sous-traitance.....	28
B.8. Autres informations.....	29
C. Profil de risques	30
C.1. Risque de souscription	30
C.2. Risque de marché	31
C.3. Risque de contrepartie	32
C.4. Risque de liquidité	33
C.5. Risque opérationnel.....	34
C.6. Autres risques importants.....	35
D. Valorisation	36
D.1. Valorisation des Actifs	36
D.2. Valorisation des provisions techniques	37
D.3. Valorisation des autres passifs.....	38
D.4. Méthodes de valorisation alternatives	38
D.5. Autres informations.....	38
E. Gestion du capital	39
E.1. Fonds propres.....	39
E.2. Capital de solvabilité requis et Minimum de capital requis (MCR / SCR)	41
E.3. Utilisation du sous-module « risque action fondé sur la durée » dans le calcul du-SCR.....	41
E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé	41
E.5. Non-respect du MCR et du SCR	41
E.6. Autres Informations	41
Annexes : Les états quantitatives	42

SYNTHESE

ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

Le Groupe Malakoff Médéric a créé en 2018 un Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire (FRPS), afin de disposer d'une structure dédiée à l'activité d'Épargne Retraite et bénéficiant d'un cadre prudentiel spécifique, adapté au risque retraite.

Ainsi l'entité MM Retraite Supplémentaire porte une activité de retraite supplémentaire collective et TNS (travailleurs non-salariés), suite au transfert des portefeuilles, jusqu'alors logés à la Caisse Mutuelle d'Assurances sur la Vie (CMAV).

Le montant total de ses cotisations s'élève à 42,8 M€ à fin 2018.

Le résultat d'exploitation récurrent de MM Retraite Supplémentaire s'établit à -2,9 M€ et se compose d'une marge technique de 7,4 M€, composée des chargements sur cotisations, sur encours et sur rentes versées et de frais de gestion pour 10,3 M€ correspondant à la quote-part des charges d'exploitation récurrentes groupe affectées à l'épargne collective ainsi que les frais propres de MM Retraite Supplémentaire.

Le taux de rendement comptable des actifs est de 2,7% en 2018.

SYSTÈME DE GOUVERNANCE

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires, et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le système de gouvernance des risques de MM Retraite Supplémentaire repose sur les quatre fonctions clés (gestion des risques, fonction actuarielle, vérification de la conformité et audit interne) définies dans la réglementation et dont les responsables ont été nommés et notifiés auprès de l'ACPR et sur des systèmes de gestion des risques et de contrôle interne adaptés à MM Retraite Supplémentaire.

PROFIL DE RISQUES

Risque de souscription

Le profil de risque de souscription évolue notamment en lien avec les provisions constituées, le risque est concentré sur les garanties épargne.

Risque de marché

Le risque de marché se définit comme un risque d'insuffisance de valeur et donc de rendement des placements. La concentration en termes de contrepartie, secteur ou zone géographique accentue l'aléa sur l'ensemble de ces facteurs de risque.

Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie évalue la perte liée au défaut des créanciers.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme une impossibilité de respecter les engagements en raison d'une insuffisance de cash disponible. Compte tenu de son activité, le facteur de risque prédominant pourrait être celui du niveau de cessibilité de ses placements. Il reste cependant limité par un choix d'actifs liquides pour 84,2% des placements.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est lié au dysfonctionnement des processus internes, aux ressources humaines, à la fraude interne ou externe, aux dommages aux actifs corporels, aux risques informatiques et aux risques liés à l'externalisation d'activités et à la relation avec les fournisseurs.

VALORISATION

Placements

Les placements constituent la majeure partie de l'actif du bilan de MM Retraite Supplémentaire.

Leur montant au 31 décembre 2018 est de 1 335 M€ pour un total du bilan de 1 416 M€.

Le reste de l'actif du bilan est principalement constitué des provisions techniques cédées aux réassureurs et des créances sur des assurés, intermédiaires et réassureurs.

Provisions techniques

Les provisions techniques représentent les engagements de MM Retraite Supplémentaire.

La valorisation des provisions techniques au 31 décembre 2018 à 1 305 M€.

Autres passifs

Les autres passifs sont principalement constitués de dettes envers des assurés, des intermédiaires ainsi que de soldes des comptes courants des réassureurs.

GESTION DU CAPITAL

Fonds propres

L'objectif du Groupe est de gérer les fonds propres dans une perspective à la fois de création de valeur durable en phase avec la stratégie de développement du Groupe et de maintien du niveau de solvabilité en phase avec l'appétit aux risques.

La gestion des fonds propres s'articule autour de 3 enjeux clés :

- Anticipation des besoins et/ou excédents de fonds propres ;
- Optimisation de la répartition des fonds propres et des mécanismes de solidarité entre les entités du Groupe ;
- Identification des leviers de pilotage des fonds propres et de la solvabilité.

Éléments constitutifs de la marge de solvabilité

Le montant des éléments constitutifs est de 83,3 M€.

Le montant minimum de la marge de solvabilité est de 49,8 M€.

A. ACTIVITES ET RESULTATS

A.1. Activité

A.1.1. Présentation générale

Le rapprochement en 2018 des deux Groupes Malakoff Médéric et Humanis vise à constituer un acteur majeur de la protection sociale pour la gestion de la retraite complémentaire et de l'assurance de personnes (santé, prévoyance et épargne).

Pour renforcer le lien entre les deux groupes, une Société de Groupe d'Assurance Mutuelle (SGAM), Malakoff Médéric Humanis régie par le Code des Assurances a été créée en 2018, à effet au 1^{er} janvier 2019 et comprend les deux sociétés affiliées suivantes :

- La SGAM Malakoff Médéric créée en 2017 ;
- La SGAPS (Société de Groupe Assurantiel de Protection Sociale) Humanis Développement Solidaire créée en 2016.

La suite de ce document concerne l'activité de l'entité MM Retraite Supplémentaire, qui est un fonds de retraite professionnelle supplémentaire appartenant au groupe Malakoff Médéric Humanis. Son activité est liée uniquement à l'épargne retraite.

MM Retraite Supplémentaire est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution "ACPR"- située au 4 place de Budapest - 75009 Paris.
Le contrôleur du Groupe est la Brigade numéro 6.

Les commissaires aux comptes MM Retraite Supplémentaire est le cabinet MAZARS.
Ses coordonnées sont :

- MAZARS, cabinet situé 61 rue Henri Regnault 92075 Paris La Défense.

A.1.2 Présentation de MM Retraite Supplémentaire

Le Groupe a créé en 2018 un Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire (FRPS), dans le cadre de la loi Sapin II du 9 décembre 2016, afin de disposer d'une structure dédiée à l'activité d'Épargne Retraite professionnelle et bénéficiant d'un cadre prudentiel spécifique, adapté au risque retraite.

Le Groupe a isolé, au 1^{er} janvier 2018 au sein de l'entité MM Retraite Supplémentaire, son activité de retraite supplémentaire collective et TNS (travailleurs non-salariés), jusqu'alors portée par la Caisse Mutuelle d'Assurances sur la Vie (CMAV).

MM Retraite Supplémentaire a délégué l'ensemble de la gestion de ses opérations et son administration à l'Association de Moyens Malakoff Médéric Assurance (AMA) dont il est membre.

En tenant compte des lignes d'activité telles que définies dans la réglementation Solvabilité 2, les activités principales de MM Retraite Supplémentaire sont :

- Engagements d'assurance vie :
 - o Vie : Assurance avec participation aux bénéficiaires, assurance indexée et en unités de compte, autres assurance vie ;

MM Retraite Supplémentaire exerce son activité principalement en France.

A.1.3 Activité 2018 de MM Retraite Supplémentaire

Le portefeuille de contrats apporté par la CMAV au FRPS est en run-off. A ce stade, il n'y a pas d'affaires nouvelles dans MM Retraite Supplémentaire, cependant des versements de primes sur les contrats existants subsistent.

Le montant total des cotisations s'élève à 42,8 M€ à fin 2018. Sur le même périmètre, le chiffre d'affaires de la CMAV s'élevait à 54,2 M€ à fin 2017. Cette évolution est due à l'absence d'affaires nouvelles et au fait que l'année 2017 avait bénéficié d'une prime acquise non émise de 10 M€ au titre des engagements sociaux du groupe (IFC).

Le chiffre d'affaires de l'épargne individuelle TNS reste stable.

Il se répartit par risques, de la manière suivante :

En M€	Réal 2017	Réal 2018
Chiffre d'affaires récurrent	-	42,8
<i>Santé</i>		
<i>Prévoyance</i>		
<i>Epargne</i>		42,8
Chiffre d'affaires non récurrent	-	-
Total Chiffre d'affaires	-	42,8

Le chiffre d'affaires comptable s'élève à 42,8 M€.

Le chiffre d'affaires est en intégralité sur la ligne d'activité S2 représentant les Engagements d'assurance vie et plus spécifiquement la Vie : assurance avec participation aux bénéficiaires, assurance indexée et en unité de compte, autres assurances vie.

A.2. Résultats de souscription

Le résultat de souscription ou résultat d'exploitation comme indiqué dans le tableau ci-dessous, correspond à la différence entre la marge technique (les cotisations auxquelles on retire la charge de sinistres) et les frais de gestion.

La présentation ci-dessous du résultat de souscription est faite en vision récurrente, tenant compte uniquement des opérations non exceptionnelles (donc hors transfert de portefeuilles ou changement de contexte réglementaire ou constatations de bonis ou malis éventuels).

En M€	Réel 2017	Réel 2018
Chiffre d'affaires récurrent		42,8
<i>Santé</i>		
<i>Prévoyance</i>		
<i>Epargne</i>		42,8
Résultat d'exploitation récurrent		- 2,9
<i>Santé</i>		
<i>Prévoyance</i>		
<i>Epargne</i>		- 2,9
Ratio combiné récurrent		106,8%
<i>Santé</i>		
<i>Prévoyance</i>		
<i>Epargne</i>		106,8%

A fin 2018, le résultat d'exploitation récurrent de MM Retraite Supplémentaire s'établit à -2,9 M€ et se compose de :

- Une marge technique de 7,4 M€, composée des chargements sur cotisations, sur encours et sur rentes versées ;
- De frais de gestion pour 10,3 M€ correspondant à la quote-part des charges d'exploitation récurrentes groupe affectées à l'épargne collective ainsi que les frais propres de l'entité MM Retraite Supplémentaire.

A.3. Résultats des investissements

A.3.1 Analyse de la performance financière comptable

Dans un environnement de taux bas et malgré un contexte défavorable sur les marchés financiers, le taux de rendement comptable des actifs s'est élevé à 2,7% en 2018.

L'analyse des placements en valeur comptable est la suivante :

EN M€	Valeur nette comptable pro forma après transfert FRPS	Valeur nette comptable 2018	Variation de valeur	Dont		Taux de rendement comptable
				apports / retraits	produits financiers	
Portefeuille d'adossment	1 108,4	1 096,2	-12,1	-46,6	34,5	3,1%
Obligations (yc forward)	927,8	893,4	-34,4	-64,1	29,7	3,3%
Dette Privée	68,4	90,7	22,3	20,7	1,6	2,0%
Immobilier	112,2	112,2	0,0	-3,2	3,2	2,8%
Portefeuille de Performance	197,0	201,1	4,1	2,0	2,1	1,1%
Fonds non cotés	17,1	19,3	2,2	2,0	0,2	0,9%
Fonds et actions cotés	179,9	181,8	1,9	0,0	1,9	1,1%
Participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Monétaire et assimilé	35,2	38,0	2,8	2,9	-0,1	-0,4%
Total Placements	1 340,6	1 335,3	-5,3	-41,7	36,4	2,7%
Autre					-0,9	
Total Placements dont Autre					35,5	2,7%

Les produits des placements atteignent 35,5 M€ en 2018 et proviennent essentiellement de revenus obligataires.

A.3.2 la contribution financière

La contribution financière au résultat de MM Retraite Supplémentaire s'établit à 2,1 M€. Les produits financiers comportent en effet 33,4 M€ de charges de distribution.

en M€	2017	2018
Produits financiers		35,5
Charges de distribution		-33,4
Intérêts techniques		-15,9
Revalorisation		-1,3
Participation aux bénéfices		-14,7
Variation de PPE		-1,5
Contribution financière		2,1

A.3.3 Analyse de la performance financière économique

La performance économique sur 2018 est de 12,8 M€.

EN M€	Valeur de marché pro forma après transfert FRPS 2017	Valeur de marché 2018	Variation de valeur	Dont		Performance économique %
				apports / retraits	performance économique	
Portefeuille d'adossment	1 363,0	1 342,8	-20,2	-46,6	26,5	1,9%
Obligations (yc forward)	1 163,8	1 110,5	-53,3	-64,1	10,9	1,0%
Dette Privée	69,1	92,6	23,5	20,7	2,8	3,1%
Immobilier	130,2	139,7	9,6	-3,2	12,8	9,8%
Portefeuille de Performance	272,3	261,7	-10,6	2,0	-12,6	-3,4%
Fonds non cotés	20,6	24,9	4,2	2,0	2,2	3,7%
Fonds et actions cotés	251,7	236,9	-14,8	0,0	-14,8	-4,8%
Participations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%
Monétaire et assimilé	35,2	37,9	2,8	2,9	-0,2	-0,4%
Total Placements	1 670,5	1 642,4	-28,0	-41,7	13,7	0,7%
Autre				0,9	-0,9	
Total Placements dont Autre	1 670,5	1 642,4	-28,0	-40,8	12,8	0,0

Le montant des plus-values latentes (écart entre la valeur comptable des actifs et leur valeur de marché) est de 307,1 M€ en 2018.

A.4. Performance des autres activités

Au 31 décembre 2018, MM Retraite Supplémentaire ne disposait pas d'autres activités.

B. SYSTEME DE GOUVERNANCE

B.1. Informations générales

B.1.1. Description du système de gouvernance de MM Retraite Supplémentaire

MM Retraite Supplémentaire est administrée par un Conseil d'administration. Les décisions sont prises en Conseil d'administration ou en Assemblée générale et sont constatées dans des procès-verbaux.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires, et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

L'examen des sujets se fait par la Commission d'audit et des risques et la Commission financière de la SGAM Malakoff Médéric qui se tiennent en même temps que les Commissions de la SGAPS Humanis Développement Solidaire.

B.1.2. Description du Système de gouvernance de la SGAM Malakoff Médéric Humanis

B.1.2.1. L'Assemblée générale de la SGAM Malakoff Médéric Humanis

L'Assemblée générale de la SGAM Malakoff Médéric Humanis est composée de la SGAM Malakoff Médéric et de la SGAPS Humanis Développement Solidaire qui ont chacune un représentant.

Compte tenu des règles de majorité (majorité des 2/3 en nombre et en voix en Assemblée générale), toute décision relevant de la SGAM Malakoff Médéric Humanis nécessite l'accord des deux entreprises affiliées : SGAM Malakoff Médéric et SGAPS Humanis Développement Solidaire.

Principales compétences de l'Assemblée Générale :

- Elle entend le rapport présenté par le Conseil d'administration sur la marche des affaires de la SGAM Malakoff Médéric Humanis, l'exposé des comptes du dernier exercice ainsi que les rapports du Commissaire aux comptes ;
- Elle discute, approuve, rejette ou modifie le bilan, le compte de résultat et l'annexe aux comptes de l'exercice écoulé présentés par le Conseil d'administration ;
- Elle statue sur les conventions visées à l'article R. 322-57 du Code des assurances ;
- Elle procède à la nomination, au renouvellement ou à la révocation des administrateurs et à la nomination des Commissaires aux comptes.

B.1.2.2. Le Conseil d'administration de la SGAM Malakoff Médéric Humanis

Le Conseil d'administration de la SGAM Malakoff Médéric Humanis est composé de 28 membres élus par l'Assemblée générale répartis entre les 2 groupements :

- Le groupement paritaire composé de deux collèges :
 - o Un collège dit « employeurs » comprenant dix administrateurs élus ;
 - o Un collège dit « salariés » comprenant dix administrateurs élus ;
- Le groupement mutualiste composé de huit administrateurs, élus.

Les décisions ordinaires sont prises à la majorité des membres du Conseil d'administration.

Les décisions importantes devront être prises à une triple majorité : majorité des membres du Conseil d'administration, majorité dans chacun des collèges du groupement paritaire et majorité des administrateurs composant le groupement mutualiste.

Les décisions sont prises à la majorité des membres du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité du Groupe prudentiel Malakoff

Médéric Humanis et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués à l'Assemblée générale et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la SGAM Malakoff Médéric Humanis et des Entités du Groupe Prudentiel et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil d'administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns conformément à l'objet social de la SGAM Malakoff Médéric Humanis.

Le Conseil d'administration de la SGAM Malakoff Médéric Humanis exerce un contrôle constant sur l'Association de Moyens Assurance de Personnes. A ce titre, il peut se faire communiquer toute information, notamment comptable ou financière, relative à la situation ou aux opérations de l'Association de Moyens Assurance de Personnes.

La SGAM Malakoff Médéric Humanis n'est pas doté de moyens propres. Elle s'appuie sur la structure de moyens de ses membres pour l'exercice de ses missions, à savoir l'Association de Moyen Assurance de personnes.

B.1.3. Les dirigeants effectifs

➤ Directeur général

La Direction générale de la SGAM Malakoff Médéric Humanis est assurée, sous le contrôle du Conseil d'administration et dans le cadre des orientations arrêtées par celui-ci, par une personne physique nommée par le Conseil d'administration et portant le titre de Directeur général.

Le Directeur général de la SGAM Malakoff Médéric Humanis est également le Directeur général de la SGAM Malakoff Médéric, de la SGAPS Humanis Développement Solidaire et de toutes les entités du Groupe prudentiel. Il peut toutefois proposer au Conseil d'administration d'une entité du Groupe prudentiel de nommer un responsable qui exercera sous son autorité la direction opérationnelle de l'entité concernée.

Le Directeur général de MM Retraite Supplémentaire est Pierre-Jean BESOMBES.

➤ Directeurs généraux délégués

Le Conseil d'administration peut nommer, sur proposition du Directeur général, une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur général et portant le titre de Directeur général délégué.

Les Directeurs généraux délégués seront révocables, sur proposition du Directeur général à tout moment par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration déterminera, en accord avec le Directeur général, l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs généraux délégués. Les Directeurs généraux délégués disposent, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Directeur général.

Le Directeur général délégué de MM Retraite Supplémentaire est Thomas COLIN.

Les dirigeants effectifs et le conseil d'administration jouent un rôle prépondérant au sein du système de gouvernance. Ils disposent des informations pertinentes sur l'évolution des risques encourus et sont tenus d'évaluer et de contrôler périodiquement l'efficacité des politiques, des dispositifs et des procédures mis en place et de prendre les décisions et mesures appropriées pour remédier aux éventuelles défaillances. La Direction générale informe régulièrement le Conseil d'administration :

- Des éléments essentiels et des enseignements principaux qui peuvent être dégagés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats et la surveillance du risque de non-conformité ;
- Des mesures prises pour assurer la continuité de l'activité et l'appréciation portée sur l'efficacité des dispositifs en place ;
- Des mesures prises pour assurer le contrôle des activités externalisées et des risques éventuels qui en résultent pour l'entreprise assujettie.

Par ailleurs, les Dirigeants effectifs et le Conseil d'administration ont la responsabilité de s'assurer que la gestion des risques ne présente pas de carences et doivent fixer les objectifs annuels.

B.1.3. Principales missions et responsabilités des fonctions clés

La gouvernance inclut quatre fonctions clés :

- **La fonction d'audit interne** est en charge d'évaluer l'adéquation du système de contrôle interne et les autres éléments du système de gouvernance ;
- **La fonction de gestion des risques** est en charge de contrôler l'application des politiques de gestion des risques, d'identifier les déficiences du système de gestion des risques, de coordonner les activités de gestion des risques et de vérifier l'adéquation du système de gestion des risques ;
- **La fonction actuarielle** a pour missions de coordonner et de superviser le calcul des provisions mathématiques, d'apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques, d'émettre un avis sur la politique globale de souscription et sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance qui font l'objet d'un rapport actuariel annuel ;
- **La fonction vérification de la conformité** a un rôle de conseil sur toutes les questions relatives au respect des dispositions législatives, réglementaires et administratives, visant à évaluer l'impact des changements de l'environnement juridique et à élaborer un plan de conformité.

Les fonctions clés ont la charge de rendre compte à la Direction générale (au travers d'un Comité d'audit et des Risques) et au Conseil d'administration (au travers de la commission d'Audit et des Risques).

Les personnes titulaires des fonctions-clés ont un lien direct avec les organes dirigeants, disposent d'un niveau hiérarchique adéquat dans le Groupe et des moyens nécessaires à leur fonction.

B.1.4. Politique et les pratiques de rémunération

La politique de rémunération est élaborée par le Groupe Malakoff Médéric Humanis et est examinée chaque année. Elle est définie par la direction générale, sur proposition de la Direction des Ressources Humaines du Groupe. Le Conseil d'administration valide cette politique.

La rémunération globale des collaborateurs est principalement composée d'une rémunération directe, d'une rémunération différée (Plan d'épargne Entreprise, Perco, Compte Epargne Temps, retraite complémentaire et sur-complémentaire), d'avantages en nature, ainsi qu'une rémunération basée sur la performance et d'éventuels dispositifs de rétention.

Cette rémunération variable basée sur la performance ne s'applique qu'aux cadres managers et à certains cadres non manager. Elle est attribuée en fonction de l'atteinte d'objectifs individuels fixés annuellement par son responsable hiérarchique.

Pour le Directeur général, les Directeurs généraux délégués et les principaux responsables du Groupe au titre de leurs activités hors retraite complémentaire, cette rémunération variable s'apprécie en fonction de l'atteinte d'objectifs individuels et d'objectifs fixés annuellement reflétant la stratégie du Groupe prudentiel.

Par ailleurs, la part variable de la rémunération des fonctions clés, liée à l'activité de la fonction clé, est indépendante de la performance des directions opérationnelles ou des domaines placés sous leur contrôle.

Ces objectifs doivent être mesurables par des indicateurs équilibrés et en lien avec l'appétence aux risques du Groupe prudentiel. Les montants des primes octroyées sont une part équilibrée de leurs revenus n'incitant pas une prise de risque importante sur le court terme. De plus, au regard du portefeuille d'activités de la SGAM Malakoff Médéric Humanis et de ses risques, les engagements nouveaux pris ne peuvent à eux seuls déséquilibrer significativement le profil de risque et mettre en

danger le Groupe sur un horizon court.

La population commerciale bénéficie par ailleurs d'une partie de rémunération variable liée à l'atteinte des objectifs commerciaux. La rémunération fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération totale de manière à éviter que les salariés ne dépendent de manière excessive de la composante variable.

Lorsque les collaborateurs bénéficient de ce variable, l'atteinte des objectifs fixés par leur manager conditionne le règlement de cette rémunération. Il est de la responsabilité de chaque manager de veiller à ce que les objectifs fixés n'entraînent pas de prise de risque disproportionnée par son collaborateur et à le contrôler.

La rémunération variable de la population commerciale est assise sur des critères objectifs et mesurables. Pour autant, ces objectifs et la prise de risques associée sont encadrés par l'application de la grille tarifaire et d'une politique de souscription définie au sein de la SGAM Malakoff Médéric Humanis, permettant de maîtriser le risque de déséquilibre économique des contrats souscrits.

De plus, la politique pose le principe d'un objectif commercial en accord avec l'intérêt des clients afin d'éviter entre autre le risque de conflit d'intérêts. Ainsi, l'incitation à la performance commerciale doit conduire à agir de manière loyale, honnête et professionnelle, dans le meilleur intérêt des clients.

B.2. Exigences de compétences et honorabilité

Les administrateurs, dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés doivent remplir les conditions de compétence et d'honorabilité nécessaires à une gestion saine et prudente de chacune des entités du Groupe prudentiel dans laquelle ils exercent leur fonction.

B.2.1. Description des principes majeurs de la compétence et l'honorabilité

Les entités du Groupe prudentiel procèdent à la nomination de leurs administrateurs, dirigeants effectifs et responsables de fonctions clés dans le respect de la politique de compétence et d'honorabilité validée par le Conseil d'administration.

Les administrateurs des organismes paritaires du Groupe prudentiel sont désignés et renouvelés dans leurs fonctions directement par les organisations syndicales et patronales représentatives au plan national. A ce titre, la SGAM Malakoff Médéric Humanis ne peut nullement se substituer aux dites organisations dans l'appréciation des compétences des personnes lors de leur désignation. La SGAM Malakoff Médéric Humanis s'engage néanmoins à informer l'organisation syndicale ou patronale concernée lorsqu'un administrateur, désigné par ladite organisation, ne remplit les conditions de compétence et d'honorabilité.

De même, s'agissant des mutuelles il est rappelé que les membres du Conseil d'administration sont élus par les délégués composant l'Assemblée générale de la Mutuelle. La SGAM Malakoff Médéric Humanis s'engage à informer le Conseil d'administration de la mutuelle lorsqu'un administrateur ne remplit pas les conditions de compétence et d'honorabilité.

B.2.1.1. Critère de compétence

Les personnes appelées à administrer, diriger une entreprise ou à y exercer une des fonctions clés doivent disposer des compétences et de l'expérience nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Membres du Conseil d'administration

Ils doivent posséder :

- Collectivement, les qualifications, les compétences, les aptitudes et l'expérience professionnelle nécessaires dans les domaines d'activité concernés, pour gérer et superviser efficacement l'entreprise de manière professionnelle ;
- À titre individuel, les qualifications, les compétences, les aptitudes et l'expérience professionnelle nécessaires à l'exécution des tâches qui leur sont assignées.

Il est tenu compte de leur formation et de leur expérience de façon proportionnée à leurs attributions, notamment en tenant compte également de l'expérience acquise et des formations dont ils pourront bénéficier tout au long de leur mandat.

Dirigeants effectifs et responsables de fonctions clés

L'évaluation de la compétence d'une personne comprend notamment :

- Une évaluation de ses diplômes et qualifications professionnelles ;
- De ses connaissances et de son expérience pertinente dans le secteur de l'assurance ou dans d'autres secteurs financiers ou entreprises ;
- Des différentes tâches qui lui ont été confiées ;
- De ses compétences dans les domaines de l'assurance, de la finance, de la comptabilité, de l'actuariat et de la gestion, selon le cas.

B.2.1.2. Critère d'honorabilité

L'honorabilité renvoie à la réputation et à l'intégrité d'une personne.

L'évaluation de l'honorabilité d'une personne comprend :

- Une évaluation de son honnêteté ;
- Une évaluation de sa solidité financière, fondée sur des éléments concrets concernant son

caractère, son comportement personnel et sa conduite professionnelle, y compris tout élément de nature pénale, financière ou prudentielle pertinent aux fins de cette évaluation.

Une personne est également considérée comme professionnellement honorable en l'absence d'éléments indiquant le contraire et lorsqu'il n'y a pas non plus de raison de mettre raisonnablement en doute la bonne réputation de la personne en question.

B.2.2. Procédures relatives à la compétence et l'honorabilité

B.2.2.1. Appréciation de la compétence

D'une manière générale, les compétences s'évaluent à partir des diplômes obtenus, des formations suivies, de l'expérience acquise. Chaque intéressé doit adresser, les éléments nécessaires à évaluer sa compétence et son honorabilité et notamment un état descriptif de ses activités professionnelles actuelles et celles exercées sur une période de 10 ans.

Dans le cadre d'une formation continue des membres du Conseil d'administration, le Groupe met en œuvre un projet de programme de formation. A ce titre, la fonction en charge des instances informe les membres du Conseil d'administration des sessions de formations dispensées selon le cas par, le CTIP, la FNMF et la ROAM et organise en interne des cycles de formation et d'information relatifs notamment aux domaines recensés ci-dessus et plus généralement à l'actualité de la protection sociale complémentaire.

S'agissant des dirigeants effectifs et des responsables de fonctions clés, chaque candidat doit répondre d'une qualification et d'une expérience inhérente à sa fonction.

Enfin, afin de permettre à l'ACPR de contrôler la compétence lors de la nomination et du renouvellement de la personne candidate, celle-ci doit compléter un formulaire contenant un questionnaire détaillé relatif aux fonctions exercées au sein de l'Entité du Groupe prudentiel avant et après la nomination.

Les dirigeants effectifs doivent en outre indiquer, le cas échéant, la répartition des attributions entre les différents dirigeants effectifs de l'entité du Groupe prudentiel. Le formulaire doit également être accompagné d'une photocopie de la pièce d'identité valide de la personne concernée ainsi que son curriculum vitae actualisé, daté et signé.

B.2.2.2. Appréciation de l'honorabilité

Les personnes administrant ne doivent pas avoir fait l'objet, dans les dix années précédant leur nomination, d'une condamnation définitive pour les motifs précisés au 1,2 et 3° desdits articles.

Chaque début d'année, un questionnaire est adressé à chacun des administrateurs des entités du Groupe prudentiel portant sur :

- L'ensemble des mandats exercés dans toutes entités quelle que soit sa forme (société, institution de prévoyance, mutuelle, association, etc.) ;
- Les conventions règlementées dont les administrateurs pourraient avoir connaissance dans chacune des entités appartenant à la SGAM Malakoff Médéric Humanis ;
- Les conditions d'honorabilité à respecter pour exercer leurs mandats.

Les personnes dirigeantes ou assurant la fonction de responsable d'une fonction clé ne doivent pas avoir fait l'objet, dans les dix années précédant leur nomination, d'une condamnation. Ces personnes ne doivent pas non plus connaître de conflits d'intérêts résultant de ladite fonction.

Enfin, afin de permettre à l'ACPR de contrôler l'honorabilité lors de la nomination et du renouvellement de la personne candidate, celle-ci doit compléter un formulaire contenant notamment :

- Un questionnaire détaillé comprenant des champs à renseigner concernant les éventuelles condamnations dont aurait pu faire l'objet le candidat ;
- Une déclaration sur l'honneur signée par l'intéressé et par un autre dirigeant effectif de l'entité dans laquelle ledit mandat serait exercé ;
- Afin d'évaluer l'existence de conflit d'intérêt, le candidat doit en outre indiquer les mandats, au sein du Groupe d'appartenance de l'organisme pour lequel le formulaire est rempli et à l'extérieur, pour

lesquels il pourrait connaître des conflits d'intérêts et s'il en existe, préciser les dispositions que le candidat compte prendre pour y remédier et les dispositions statutaires de l'organisme qui lui seraient applicables.

Ledit formulaire doit être accompagné du bulletin n°3 du casier judiciaire datant de moins de 3 mois.

L'ACPR apprécie la compétence et l'honorabilité des personnes dirigeantes ou assurant la fonction de responsable d'une fonction clé.

B.3. Systèmes de gestion des risques (dont ORSA)

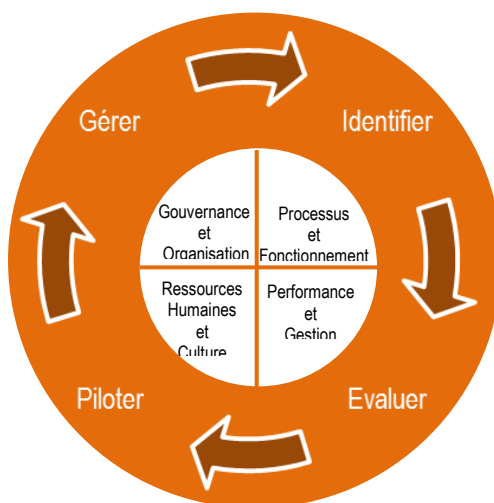
B.3.1. Stratégie de gestion des risques

La gestion des risques est un processus qui a pour objectifs d'identifier, évaluer, hiérarchiser, reporter et superviser l'ensemble des risques en s'attachant en priorité aux risques majeurs.

Ainsi, par la gestion des risques, le Groupe prudentiel vise à :

- S'assurer de l'exhaustivité des risques identifiés ;
- Définir et mesurer l'appétit au risque ;
- Mettre en œuvre le suivi des incidents ;
- Améliorer la rentabilité de l'entreprise par une meilleure maîtrise du coût du risque ;
- Améliorer la réactivité de l'entreprise en se donnant les moyens de repérer, d'anticiper les risques et de les mettre sous contrôle ;
- Maîtriser les risques liés aux processus et aux systèmes, et améliorer la qualité de l'organisation et des services offerts aux clients ;
- Faciliter les prises de décision par les instances adéquates de l'entreprise.

Afin d'assurer une gestion cohérente de l'Identification, Evaluation, Suivi et Gestion des différents types de risques, les principes suivant de gestion des risques doivent être déclinés par les responsables/propriétaire en charge de ces risques.



Organisation du système de gestion des risques

Le processus repose prioritairement sur la détermination d'un niveau d'appétit aux risques en cohérence avec la stratégie et les objectifs du Groupe prudentiel, facilitant, ainsi, le pilotage dynamique du profil de risque.

Ce niveau d'appétit est défini par les administrateurs principalement au regard de l'ORSA qui vise à présenter une vision globale, consolidée et prospective des risques et de la solvabilité de la SGAM Malakoff Médéric Humanis et des entités affiliées.

Ce processus garantit, de plus, le suivi de l'adéquation entre le profil de risque et la capacité financière de la SGAM à couvrir les risques (via ses fonds propres).

Les objectifs de ce processus sont de :

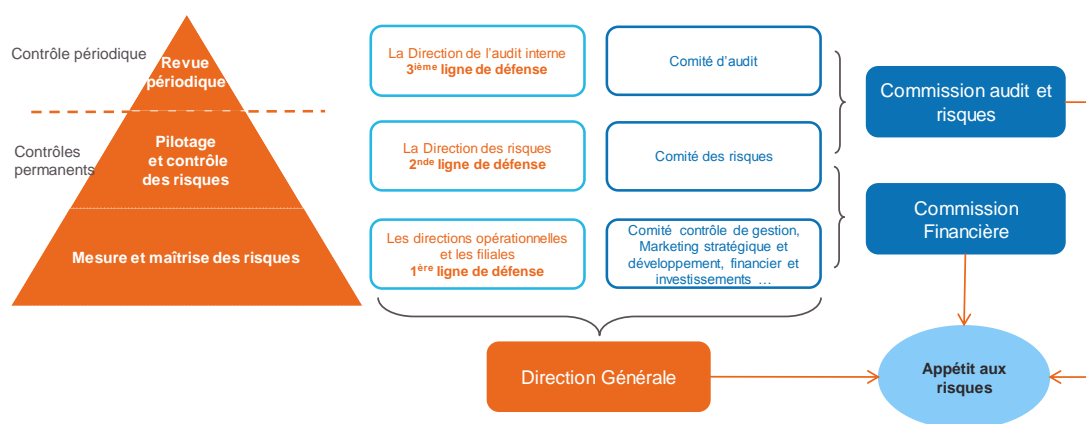
- Définir des métriques, des indicateurs et limites de risque permettant au management de détecter rapidement les changements de profil de risque et d'alerter le cas échéant la gouvernance pour prise de décision ;

L'évaluation des risques peut prendre plusieurs formes :

- Approche quantitative, pour l'évaluation de ses risques financiers et de souscription ;
- Approche qualitative, pour l'évaluation de ses autres risques opérationnels ;
- Approche qualitative, pour l'évaluation des risques de sécurité des SI et de continuité ;
- Approche qualitative, pour les risques de non- conformité ;
- Disposer de méthodologie de calcul et de mesure de risques homogènes permettant de comparer et d'agrèger les différents types de risques ;
- Mettre en œuvre les processus et les systèmes permettant d'assurer la mise à disposition en temps et en heures d'informations et reporting adéquats à une gestion continue des risques.

Intégration du système de gestion des risques dans l'organisation

La maîtrise des risques s'articule autour de trois lignes de défense et de la gouvernance schématisées ci-dessous :



Le dispositif de gestion des risques de la SGAM Malakoff Médéric Humanis et ses entités affiliées a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs suivants :

- Réalisation et optimisation de la conduite des opérations, y compris le respect des procédures internes ;
- Fiabilité de l'information comptable et financière ;
- Respect des lois et des réglementations en vigueur ;
- Préservation de la solvabilité.

Il permet d'obtenir une assurance raisonnable et non une certitude, que les risques opérationnels sont maîtrisés et que les objectifs cités ci-dessus sont atteints.

Les fonctions de contrôle se délimitent suivant la nature des contrôles réalisés :

- Le contrôle opérationnel : ce sont les contrôles réalisés par les opérationnels dans leur processus de travail ;
- Le contrôle managérial : ce sont les contrôles réalisés par le supérieur hiérarchique avec responsabilité managériale du bon fonctionnement du contrôle opérationnel ;
- Le contrôle indépendant (de second niveau) par une entité tierce : ce sont les travaux d'évaluation des contrôles et d'appréciation de la maîtrise des risques par la filière Risque ;
- Les travaux de revues périodiques (contrôles de 3^e niveau) : évaluation du bon fonctionnement de l'organisation, des processus et du système de contrôle interne par l'audit interne.

Le besoin global de solvabilité

Le risques peuvent être décrit selon la cartographie suivante :

Risques globaux				
Risques opérationnels	Risques de sécurité des SI et de continuité	Risques de non-conformité	Risques financiers	Risques de souscription
<ul style="list-style-type: none"> Dysfonctionnement interne constitutif d'une perte ou d'un effet pénalisant l'atteinte des objectifs Risque de fraude interne et externe 	<ul style="list-style-type: none"> Défaillance des systèmes d'information Sinistre majeur sur les infrastructures impactant l'atteinte des objectifs et/ou la continuité d'activité 	<p>Non-conformité aux dispositions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> Protection de la clientèle Protection des données Lutte contre blanchiment et corruption 	<ul style="list-style-type: none"> Dégradation des marchés financiers Manque de liquidité 	<ul style="list-style-type: none"> Mauvaise sélection des risques garantis Mauvaise tarification Non maîtrise de la sinistralité

Les risques opérationnels, risques de sécurité des Systèmes d'information et de continuité et risques de non-conformité sont des risques contraints pour lesquels l'appétit aux risques est inexistant.

Les risques financiers et les risques de souscription sont des risques choisis pour leur capacité à générer un rendement. Un appétit aux risques est établi pour ces risques afin d'en limiter l'impact sur la solvabilité.

La description de la gouvernance et des moyens mis en œuvre pour piloter chacun de ces risques est détaillée dans les politiques afférentes :

Risques Opérationnels	Risques de sécurité des SI et de continuité	Risques de non-Conformité	Risques Financiers	Risques de Souscription
<ul style="list-style-type: none"> Politique de gestion des risques opérationnels Politique d'externalisation Politique de qualité de données Politique de provisionnement Politique de rémunération Politique Compétence et Honorabilité 	<ul style="list-style-type: none"> Politique de sécurité des SI Politique de continuité d'activité 	<ul style="list-style-type: none"> Politique de conformité Politique protection des données 	<ul style="list-style-type: none"> Politique d'investissement 	<ul style="list-style-type: none"> Politique de souscription Politique de réassurance Politique de fonction actuarielle

Le processus ORSA veille à mesurer, pour chacun de ces risques, le besoin de fonds propres nécessaires pour faire face aux pertes qu'ils génèrent.

Le processus ORSA

L'ORSA est un processus essentiellement prospectif dans lequel il est demandé aux organismes de procéder à trois évaluations :

- L'évaluation du Besoin Global de Solvabilité, incluant notamment
 - Une description du profil de risque ;
 - Le besoin en capital intégrant l'ensemble de ces risques, y-compris les risques complémentaires à la Formule Standard ;
 - Une évaluation de l'ensemble des moyens nécessaires et disponibles pour faire face aux risques identifiés.
- Le respect permanent des exigences réglementaires concernant la couverture des SCR/MCR vérifié par :
 - La projection du besoin en capital à l'horizon du plan stratégique (à savoir 4 ans) en scénario central et dans des scénarios de stress ;
 - La composition des fonds propres par niveau.

- L'adéquation entre le profil de risque et les hypothèses sous-jacentes au calcul du capital de solvabilité requis dans le cadre de la Formule Standard.

Ces évaluations sont réalisées **pour chacune des entités** du Groupe prudentiel et **pour le Groupe prudentiel lui-même**. La cohérence des évaluations de l'ORSA repose sur une homogénéisation des méthodes d'évaluation et des projections mises en œuvre au sein du groupe prudentiel.

Sur la base de ces trois évaluations, le processus ORSA prévoit la fixation d'une stratégie de solvabilité et un appétit aux risques qui visent à encadrer le niveau de prise de risque pour l'avenir.

Le processus ORSA est réalisé sur une fréquence régulière annuelle et occasionnellement lorsque les conditions de risque l'imposent.

Les travaux relatifs à l'ORSA sont récapitulés dans le rapport ORSA pour l'ensemble des entités du Groupe prudentiel. Ce rapport sera unique à compter de 2019 pour l'ensemble des entités du Groupe prudentiel sachant que chacune d'entre elle y est détaillée.

Il vise à présenter une vision globale, consolidée et prospective des risques et de la solvabilité du Groupe prudentiel et des entités qui le compose.

B.4. Contrôle interne

B.4.1. Le dispositif de maîtrise des risques opérationnels et de contrôle interne

Le dispositif de gestion des risques opérationnels doit notamment :

- Définir et diffuser la méthodologie de gestion des risques opérationnels ;
- S'assurer que tous les métiers ont mené leur démarche selon les méthodes du Groupe prudentiel ;
- Assurer une analyse de cohérence de l'évaluation des risques ;
- Reporter l'exposition aux risques majeurs et son niveau de maîtrise à la direction générale. Les reporting sont basés non seulement sur les remontées de la cartographie des risques mais aussi sur les pertes et incidents et complètent la vision des cartographies des risques.

La démarche mis en œuvre se déroule en 3 étapes :

- L'identification des risques : via des outils de cartographie des risques et scénarios, ce qui permet une définition des risques et leur hiérarchisation ;
- Evaluation des risques : est construite via des entretiens réalisés entre les opérationnels et l'expert risques opérationnels de la direction des risques. Elle tient compte des éléments de contexte « risque » afin d'avoir le plus possible une vision juste de l'exposition de la direction, de l'entreprise à ses risques. Elle prend donc en compte les éléments de maîtrise et les indicateurs d'exposition (les pertes liées aux incidents, des résultats du contrôle permanent...) ;
- Réduction de l'exposition et surveillance des risques opérationnels : elles s'opèrent grâce à la mise en place et au suivi du fonctionnement du dispositif de maîtrise des risques incluant les contrôles.

B.4.1.1. Identification et évaluation des risques opérationnels

La première étape de la démarche consiste à établir une cartographie des risques opérationnels permettant d'identifier les événements de risques. Les risques opérationnels sont identifiés à partir des processus ou d'objectifs majeurs et classés selon la typologie des risques opérationnels retenue.

L'analyse des processus métier et des risques encourus est réalisée avec les opérationnels concernés et l'expert en charge des risques et contrôles.

Ils s'appuieront sur un cadre de travail normé pour tous, dont la fonction clé gestion des risques reste garante.

B.4.1.2. Evaluation des risques opérationnels

Evalués en termes de probabilité d'occurrence et d'impacts, ils sont représentés suivant leur criticité sur une matrice qui permet de les hiérarchiser en fonction leur probabilité d'occurrence et leur niveau d'impacts.

Ainsi, la typologie de risques et les échelles retenues en termes d'impacts et de probabilités d'occurrence sont définis par la fonction clé gestion des risques de la SGAM Malakoff Médéric Humanis. Elles reflètent la vision dont le management souhaite disposer au plus haut niveau et doit permettre d'établir des synthèses transverses à toutes les activités.

Elle est maintenue par la fonction gestion des risques de la SGAM Malakoff Médéric Humanis qui s'assure de son application homogène au sein de toutes les entités du Groupe prudentiel.

L'analyse de la cartographie des risques opérationnels permet d'identifier les risques opérationnels insuffisamment maîtrisés et de définir les plans d'actions de renforcement.

B.4.1.3. Réduction de l'exposition aux risques opérationnels

La maîtrise du risque opérationnel se décline autour d'outils de pilotage des risques incluant des plans de maîtrise des risques des risques et un dispositif de Contrôle Interne adapté.

B.4.2. Les acteurs de la gestion des risques opérationnels

S'agissant du dispositif de Contrôle Interne, il s'organise autour de 3 lignes de défense :

➤ **1^{ère} ligne de défense :**

Les directions et leurs collaborateurs assument leurs fonctions opérationnelles (métiers ou supports). Dans l'atteinte de leurs objectifs opérationnels, ils sont propriétaires des risques opérationnels susceptibles de survenir. Ils portent la responsabilité des contrôles de 1^{er} niveau réalisés par les opérationnels (ou en charge d'activités opérationnelles) voire intégrés dans processus et les contrôles automatisés des systèmes d'information. Ces contrôles peuvent être réalisés également par les responsables hiérarchiques ou des équipes dédiés.

➤ **2^{ème} ligne de défense :**

Le contrôle permanent de 2nd niveau indépendant des opérationnels et intervenant de manière régulière a pour objectif de :

- Identifier les contrôles clés de 1^{er} niveau (réalisé par le métier) ;
- Tester la robustesse du contrôle interne via des plans de contrôles de 2nd niveau réalisés indépendamment par la fonction contrôle permanent ;
- Identifier les zones non ou sous contrôlé, définir et ou s'assurer de la mise œuvre d'actions d'amélioration ;
- Garantir l'amélioration en continu du Contrôle Interne du Groupe prudentiel.

Il s'effectue selon plusieurs modalités :

- Contrôles de deuxième niveau (test et autoévaluation) ;
- Autres actions de contrôle permettant de vérifier l'efficacité opérationnelle du dispositif de maîtrise mis en œuvre pas les opérationnels.

➤ **3^{ème} ligne de défense**

Le contrôle périodique (audit) a pour objectif de :

- Réaliser des audits indépendants des activités et processus du Groupe prudentiel ;
- Émettre des recommandations et s'assurer de leur mise en œuvre effective.

B.4.3. La fonction de vérification de la conformité

La fonction de vérification de la conformité se définit par un ensemble de processus visant à garantir le respect des réglementations applicables dans le cadre des activités exercées par l'ensemble des entités de la SGAM Malakoff Médéric Humanis.

La fonction de vérification de la conformité est destinée à fournir à la Direction générale et aux Conseils d'administration une assurance raisonnable quant au respect par les entités de la SGAM Malakoff Médéric Humanis de l'ensemble des dispositions légales, réglementaires, administratives en vigueur et à venir, des normes professionnelles ainsi que des codes de bonne conduite internes, auxquels les entités du groupe prudentiel se soumettent dans le cadre de leurs activités.

- La fonction de vérification de la conformité vise à sécuriser les activités et opérations au moyen de mesures de prévention, de suivi et de contrôle des risques de non-conformité au niveau de chaque entité.
- Elle a pour objectif de veiller au respect des règles en matière de sécurité financière, protection de la clientèle et de protection des données, en prenant en compte le risque de sanction et d'atteinte à l'image de la SGAM Malakoff Médéric Humanis.
- Plus généralement, la fonction conformité porte une attention particulière au respect des engagements contractuels et des promesses « clients », de sorte que les informations délivrées aux clients, et donc leurs attentes légitimes, soient conformes aux actions et processus déployés dans le cadre des activités.

Elle participe à la diffusion de la culture de conformité et contribue à promouvoir un comportement professionnel exemplaire, de sorte que toute personne agissant au nom du groupe prudentiel Malakoff Médéric Humanis ait des pratiques conformes aux dispositions des différentes réglementations applicables à ses activités ainsi qu'aux instructions internes validées et diffusées.

De manière générale, le respect de la conformité constitue un gage de confiance attribué par les clients envers les entités de la SGAM Malakoff Médéric Humanis.

B.4.4. Le dispositif de maîtrise des risques de non-conformité

Le dispositif de gestion des risques de non-conformité est constitué d'un ensemble de processus qui doivent permettre d'obtenir une assurance raisonnable quant au niveau de maîtrise de ces risques.

Pour ce faire, la fonction conformité met en œuvre les actions de prévention, de contrôle et de conseil nécessaires à la maîtrise des risques de non-conformité :

- Elle identifie et traite les risques de non-conformité ;
- Elle identifie les obligations applicables aux activités de la SGAM Malakoff Médéric Humanis et examine les projets de révision ou de mise en place de nouvelles obligations afin de déterminer, le cas échéant, les risques de non-conformité auxquels les entités de la SGAM Malakoff Médéric Humanis sont exposées ;
- Elle participe à tout projet de développement commercial (nouveaux produits ou services, canal de distribution) susceptible d'avoir un impact sur le niveau de conformité des activités et intervient en amont du lancement des nouvelles activités pour en vérifier la conformité ;
- Elle propose toute mesure jugée nécessaire à la couverture des risques de non-conformité (adaptation des procédures internes par exemple) ;
- Elle sensibilise les collaborateurs des directions fonctionnelles et opérationnelles ainsi que les administrateurs. Pour ce faire, elle assure la conception et le déploiement de tout module de formation ou sensibilisation nécessaire aux respects des règles et plus généralement à la diffusion de la culture de conformité ;
- Elle vérifie l'adéquation des mesures adoptées et les contrôles opérationnels associés. A ce titre, elle participe à la définition des contrôles de premier niveau, par l'accompagnement qu'elle dispense aux directions opérationnelles et fonctionnelles dans la mise en œuvre de leurs obligations (rôle d'expertise et de conseil) ;
- Elle s'appuie sur le plan de contrôle de deuxième niveau mis en œuvre par le contrôle interne pour s'assurer de la conformité des activités à la réglementation en vigueur.

La fonction conformité élabore et met à disposition :

- Un plan annuel de contrôle de la conformité qui présente les actions d'amélioration de la maîtrise des risques de non-conformité et les contrôles qu'elle entend opérer au titre de l'année civile. Le plan de conformité est présenté après validation de la Direction générale, au conseil d'administration ;
- Un référentiel réglementaire recensant, pour chaque activité et processus, les obligations applicables et les risques de non-conformité en matière de protection de la clientèle, de protection des données personnelles et de sécurité financière) ;
- Toutes instructions, guidelines ou procédures nécessaires à une application homogène et efficace au sein des entités de la SGAM Malakoff Médéric Humanis du dispositif de gestion des risques de conformité, notamment en matière de règles relatives à la protection de la clientèle, à la lutte contre la fraude interne, et à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.
- Le cadre de contrôle permanent des risques de non-conformité au regard des domaines identifiés comme prioritaires et de l'exposition des entités de la SGAM Malakoff Médéric Humanis aux risques de non-conformité, pour permettre la mise en œuvre du dispositif de contrôle ;
- L'élaboration de modules de formations spécifiques et de tout support permettant la diffusion des règles et bonnes pratiques, concernant les règles de protection de la clientèle, les règles relatives aux données à caractère personnel et la lutte contre le blanchiment des capitaux et financement du terrorisme.

B.5. Fonction audit interne

B.5.1. Mise en œuvre de la fonction audit interne

La fonction d'Audit interne a pour mission, sur le périmètre dont elle a la charge :

- D'apporter à la Direction générale une évaluation des processus de management et de contrôle interne, et des conseils et recommandations visant à accroître leur efficacité et leur niveau de sécurité tout en s'assurant du bon respect des réglementations en vigueur et des normes internes ;
- De suivre la mise en place des plans d'actions, en réponse aux recommandations de l'Audit, et leur mise en œuvre effectives dans des délais raisonnables ;
- D'alerter la Direction générale, sur les risques à travers les éventuels dysfonctionnements identifiés ;
- D'identifier et d'évaluer la maîtrise des risques par une approche structurée et focalisée sur les enjeux de la SGAM Malakoff Médéric Humanis et de ses membres affiliés ;
- D'informer la Direction générale et le Conseil d'administration des dysfonctionnements observés grâce à l'exécution du plan annuel d'audit s'inscrivant dans un cadre pluriannuel sur 3 ans.
- D'évaluer le risque de fraude lors des missions d'audit ;
- À la demande de la Direction générale, d'intervenir ponctuellement en cas de dysfonctionnements sur une activité identifiée.

L'objectif est d'apporter à la Direction générale, l'assurance au travers des missions réalisées que :

- Les dispositifs de contrôle interne, mis en place dans chaque direction des entités du Groupe prudentiel, répondent à la double obligation de maîtrise du fonctionnement des activités et de fiabilité des opérations, en conformité avec la réglementation ;
- Les processus opérationnels et les organisations associées favorisent l'amélioration des résultats de l'activité Assurance de Malakoff Médéric Humanis ;
- Les systèmes d'information du périmètre Assurance sont dotés de procédures suffisantes en matière de disponibilité, d'intégrité des données, de confidentialité, de sécurité physique et logique de l'exploitation, de traçabilité et piste d'Audit ;
- Les documents, informations techniques et économiques utilisés par les entités du Groupe prudentiel sont conformes aux normes et principes comptables généralement admis.

B.5.2. Indépendance et Objectivité

L'Audit interne est chargé d'évaluer la maîtrise des risques, la qualité du contrôle interne ainsi que l'efficacité du système de gouvernance. Elle reçoit les moyens nécessaires pour la réalisation de sa mission.

Les principes généraux suivants sous-tendent l'accomplissement de sa mission :

- Indépendance : elle est assurée par le rattachement direct de l'Audit interne au plus haut niveau hiérarchique (Direction générale), et par l'absence de tout engagement dans des fonctions opérationnelles ou de tout autre activité susceptible de compromettre l'indépendance et l'objectivité de l'audit interne ;
- Objectivité : l'audit interne suit une méthodologie basée sur les risques, qui repose sur l'observation des faits réels, le recours à des normes et usages professionnels et la prise en compte – via un processus contradictoire – du point de vue des personnes auditées ;
- Intégrité : l'application stricte des règles déontologiques et des instructions s'impose à tout intervenant pour le compte de l'audit interne ;

- Professionnalisme : l'audit interne doit faire preuve d'une maîtrise des techniques d'audit ainsi que des techniques assurantielles et financières qu'il maintient et développe à travers une formation régulière. Le responsable de l'audit interne veille à ce que les auditeurs aient les compétences nécessaires à la réalisation des missions prévues dans le plan d'audit ;
- Confidentialité : l'audit interne est tenu à un strict devoir de réserve et de discrétion, ainsi qu'au respect des règles de protection des données et des normes de sécurité informatiques ou physique en matière de confidentialité des données. Il ne transmet les informations dont il a connaissance dans le cadre de ses missions que dans le respect absolu du principe du « besoin de savoir » ;
- Efficacité : l'audit interne s'attache à mesurer, sans dogmatisme, l'efficacité des règles et procédures face aux risques encourus. L'auditeur devra aussi bien signaler les défaillances que les contrôles inutiles, redondants ou dont le coût est sans commune mesure par rapport aux risques encourus ;
- Accès aux informations : l'audit interne a accès, sans restriction d'aucune sorte, à l'ensemble des informations, documents, systèmes informatiques, locaux et peut rencontrer toute personne dont il a besoin pour la conduite de ses missions. Il n'a pas à justifier de ses besoins.

Les observations et critiques de l'audit interne visent les organisations et les systèmes et non les personnes.

Ces principes fondamentaux se retrouvent dans des règles de conduite définies par le code de déontologie interne, signé par les auditeurs. Ce code de déontologie est défini par la direction de l'audit spécifique à la SGAM Malakoff Médéric Humanis.

B.6. Fonction actuarielle

Dispositif de la fonction actuarielle

La fonction actuarielle porte un avis sur le niveau de provisionnement technique S2 ainsi que sur la pertinence et la bonne mise en œuvre des politiques de souscription et de réassurance :

Sur la suffisance des provisions techniques à partir :

- De son analyse des méthodes et hypothèses utilisées pour les calculs ;
- De son analyse des résultats et notamment des facteurs de variation des provisions ;
- De l'analyse des risques opérationnels du processus de production des provisions ;
- De son appréciation de la qualité de données utilisée.

La fonction actuarielle peut demander une analyse d'impact aux directions concernées sur les thèmes qu'elle juge nécessaire.

Les travaux de la fonction actuarielle permettent ainsi de garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisées pour le calcul des provisions techniques.

Avis sur la pertinence de la politique de souscription à travers

- La prise en compte de l'ensemble des risques techniques souscrits ;
- La description d'une gouvernance garantissant une validation adéquate des prises de risques ;
- La description de reporting permettant un pilotage adapté de la marge technique.

La fonction actuarielle contrôle la bonne mise en œuvre de la politique de souscription par :

- Sa participation aux comités relatifs à la politique de souscription ;
- Son analyse de la suffisance des tarifs au regard des garantis, le cas échéant à travers les analyses et les travaux réalisés par les fonctions techniques en charge du pilotage technique ;
- Le suivi des risques opérationnels (cartographie des risques et plan de contrôle interne de deuxième niveau) des fonctions techniques et souscription du Groupe prudentiel et de chacune des entités qui le compose.

Avis sur la pertinence et la mise en œuvre de la politique de réassurance

La fonction actuarielle analyse la pertinence de la politique de réassurance à travers :

- L'identification de l'ensemble des risques techniques de pointe et/ou exceptionnels supportés par le Groupe ;
- La description d'une gouvernance garantissant une validation adéquate des risques réassurés au regard de l'appétit aux risques techniques ;
- La description de reporting permettant un pilotage et une information adaptés des risques sus mentionnés ;
- La description d'un dispositif d'évaluation et du suivi des risques de contreparties des réassureurs.

La fonction actuarielle contrôle la bonne mise en œuvre de la politique de réassurance à travers sa participation aux comités de la politique de réassurance. Elle s'appuie aussi sur le dispositif de management de gestion des risques opérationnels pour apprécier en deuxième niveau la bonne mise en œuvre de la politique de réassurance.

B.7. Sous-traitance

B.7.1. Politique de maîtrise des risques de sous-traitance

L'externalisation est définie comme un accord de prestation par lequel la SGAM Malakoff Médéric Humanis, les membres affiliés ou les filiales transfèrent à un prestataire extérieur (appelé sous-traitant quand il exécute une partie d'un contrat déjà existant), une activité jusqu'à lors réalisée par elle - même.

La politique de maîtrise du risque d'externalisation de la SGAM Malakoff Médéric Humanis s'inscrit dans sa politique globale de gestion des risques. Elle a pour objet de fixer les principes du dispositif visant à maîtriser les risques liés à l'externalisation plus particulièrement lorsqu'il s'agit d'externaliser des activités définies comme importantes ou critiques.

Elle permet de s'assurer que l'externalisation ne conduit pas à :

- Compromettre gravement la qualité du système de gouvernance des risques ;
- Accroître indûment le risque opérationnel ;
- Nuire à la prestation continue d'un niveau de service satisfaisant à l'égard des assurés.

La politique de maîtrise du risque d'externalisation est portée par la fonction gestion des risques de la SGAM Malakoff Médéric Humanis, qui est responsable de sa mise à jour et veille à son respect.

B.7.2. Le dispositif de maîtrise de l'externalisation

Le dispositif de maîtrise mis en place tient compte du principe de proportionnalité et des enjeux liés à l'externalisation d'une activité qualifiée d'importante ou critique.

Il s'appuie sur les principes suivants :

- L'entité qui externalise une activité conserve la responsabilité de cette activité ;
- Pour chaque projet d'externalisation :
 - o L'analyse des risques est réalisée en amont de la décision d'externalisation (notamment impact en matière de sécurité des systèmes d'informations, des données personnelles, et sur les risques opérationnels). Elle pourra faire l'objet de mise à jour à chaque étape du processus.
 - o Le niveau de criticité de l'externalisation est défini. Si la prestation externalisée est qualifiée de critique selon le cadre défini par le Groupe, elle est présentée et suivie par le comité des prestations externalisées critiques. Elle pourra également faire l'objet d'une notification à l'ACPR, le cas échéant ;
- Les outils suivants sont à la disposition des donneurs d'ordres :
 - o Un référentiel de procédures, contrôle à chaque étape de la relation avec le sous-traitant, recommandations en matière de sécurité des systèmes d'informations, de protection des données personnelles, de maîtrise des risques opérationnels ;
 - o Des critères de sélection des prestataires ;
 - o Des contrats types ;
 - o Des modalités recommandées de suivi des sous-traitants ;
 - o Des dispositifs plus spécifiques pour la gestion déléguée et intermédiée.
- En cas d'externalisation entre entité du Groupe prudentiel, l'accord écrit peut prendre la forme d'un simple accord de service.

B.8. Autres informations

Aucune autre information importante ou qualifiée comme telle par MM Retraite Supplémentaire susceptible d'impacter le système de gouvernance n'est à mentionner.

C. PROFIL DE RISQUES

C.1. Risque de souscription

C.1.1. Identification, Exposition et Evaluation aux risques de souscription

La sinistralité peut évoluer défavorablement entraînant des charges supplémentaires comparativement à celles anticipées. Le risque de sinistralité se décompose entre la probabilité de verser des prestations et le montant de la prestation.

L'exposition porte à la fois sur les provisions déjà constatées et sur le chiffre d'affaires engagé des garanties retraite.

Les engagements en retraite sont d'abord constitués d'une phase capitalisation puis d'une phase réversion qui va subir des aléas selon la survie des rentiers. Le risque long entraîne également un risque accru sur les hypothèses de provisionnement qui pourraient être mal évaluées.

Le constat a posteriori d'une dérive de la sinistralité a deux impacts :

- Impact sur le stock : le niveau de provisionnement peut alors se révéler insuffisant pour faire face aux engagements vis-à-vis des assurés ;
- Impact sur les flux futurs : la prise en compte de cette dérive ne peut être reportée sur la tarification de l'année suivante, les cotisations sont alors insuffisantes.

C.1.2. Le risque de souscription

MM Retraite Supplémentaire n'est pas soumise à la réglementation Solvabilité 2 et donc elle n'est pas soumise au calcul d'exigence de capital sur les différentes catégories de risques, tel que prévu dans la directive Solvabilité 2.

Néanmoins, un montant minimum de marge de solvabilité a été calculé qui correspond à une part des provisions calculées et qui s'élève pour 2018 à **49,8 M€**.

C.1.3. Les principaux moyens de maîtrise des risques de souscription

Les principaux moyens de maîtrise du risque de sinistralité sont présentés ci-après :

- L'encadrement du provisionnement par la politique de provisionnement validées par le Conseil d'administration ;
- La définition des différents processus liés au provisionnement (processus d'élaboration des comptes) et l'élaboration d'un plan de contrôle défini et revu annuellement par le contrôle interne de la Direction des risques ;
- La revue annuelle du processus de provisionnement Solvabilité 2 et de la qualité des données par la fonction actuarielle ;

C.2. Risque de marché

C.2.1. Identification, Exposition et Evaluation aux risques de marché

Le risque de marché se définit comme un risque **d'insuffisance de valeur**, et donc de rendement des placements pour permettre :

- Le respect des engagements auprès des assurés ;
- La distribution d'une rémunération aux assurés suffisamment compétitive pour garantir la viabilité durable du Groupe ;
- Une rémunération des fonds propres suffisante au regard des attentes des administrateurs ;
- La couverture des frais par une fraction des produits financiers ;
- Une conformité en termes de ratio de solvabilité.

Les facteurs de risque de marché à l'origine des aléas sur les valeurs sont les suivants :

- Aléas sur actions et assimilés ;
- Aléas sur actifs immobiliers ;
- Aléas sur devises ;
- Aléas sur les taux nominaux (taux réels et inflation).

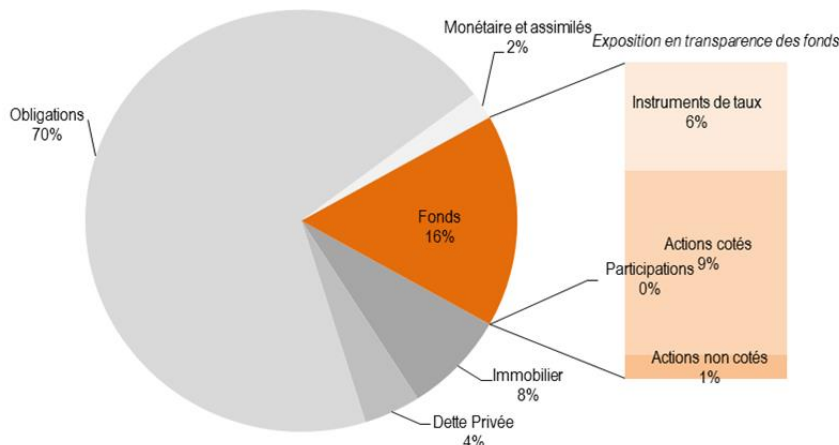
La concentration en termes de contrepartie, secteur ou zone géographique accentue l'aléa sur l'ensemble de ces facteurs de risque.

C.2.2. Allocation stratégique des placements

L'allocation des placements est décrite ci-dessous :

- Les Obligations, les fonds de dette privée et les placements immobiliers constituent le portefeuille d'adossement dont l'objectif est de sécuriser les rendements comptables ;
- Les autres fonds constituent le portefeuille de performance dont l'objectif est d'optimiser le rendement des placements tout en respectant les contraintes de risque. Il se compose de placements en actions non cotés, actions cotés et d'autres instruments de taux cotés.

L'allocation des placements est la suivante :



C.3. Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie évalue le risque de défaut ou de détérioration de la qualité du crédit.

L'évaluation du risque de contrepartie est précisée dans le cadre de l'application de la formule standard à Solvabilité 2.

MM Retraite Supplémentaire n'étant pas soumise à la réglementation Solvabilité 2, ce risque, prévu dans la formule standard, n'a pas été évalué.

C.4. Risque de liquidité

Le risque de liquidité se définit comme une impossibilité de respecter les engagements en raison d'une **insuffisance de cash disponible**.

Ce risque n'a pas été évalué de manière quantitative pour MM Retraite Supplémentaire, l'exposition de ce risque de liquidité est réalisée de manière qualitative.

Les facteurs de risque sont les suivants :

- Rachat massif des engagements ;
- Non cessibilité des placements ou cessibilité avec décote prohibitive ;
- Non renouvellement d'activité (besoin de cash net récurrent de l'activité d'assurance).

Le niveau de liquidité des placements est évalué à partir d'une segmentation en 3 catégories de liquidité décroissante :

- Les fonds monétaires et assimilés ;
- Les placements cotés : Obligations, fonds cotés ;
- Les placements non cotés : Fonds de dette privée, les placements immobiliers, les fonds non cotés et les Participations.

en %	% de placements
Monétaire et assimilés	2,3%
Autres placements liquides	82,0%
Placements illiquide	15,7%

La répartition des placements sur les 3 catégories au 31 décembre 2018 est synthétisée dans le tableau ci-dessus et montre une prépondérance des actifs les plus liquides permettant la maîtrise des risques de non cessibilité des placements et le non renouvellement d'activité.

C.5. Risque opérationnel

C.5.1. Identification des risques opérationnels

D'un point de vue qualitatif, les risques opérationnels sont les risques de pertes directes ou indirectes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance attribuable aux procédures, aux facteurs humains, aux systèmes ou à des causes extérieures.

Pour chaque risque, les principales causes de risque internes ou externes sont identifiées.

Cette définition inclut les risques de non-conformité réglementaires et les risques juridiques mais exclut les risques stratégiques. Les risques d'exécution des processus découlant des décisions et orientations stratégiques seront inclus dans le périmètre des risques opérationnels.

Les pertes peuvent être financières, clients, image / réputation ou d'ordre réglementaire.

La gestion de ces risques est décrite dans la politique de gestion des risques opérationnels validée par le Conseil d'administration et mise à jour annuellement.

L'objectif des cartographies des risques est :

- D'identifier les risques potentiels du Groupe (risques majeurs et risques opérationnels) ;
- D'évaluer et hiérarchiser les risques résiduels ;
- De définir pour les risques majeurs et risques opérationnels insuffisamment maîtrisés des actions de renforcement et d'évaluer le montant de fonds propres à allouer aux risques opérationnels.

C.5.2. Les principaux moyens de maîtrise des risques

Au-delà de l'analyse des cartographies des risques et actions qui en découlent, les principaux moyens de détection et de maîtrise des risques mis en œuvre par le Groupe sont les suivants :

- Le contrôle permanent, dont l'objectif est de tester la robustesse du contrôle interne via des plans de contrôles de 2nd niveau ;
- La gestion des incidents qui consiste à superviser les incidents majeurs et évaluer les pertes subies par le Groupe ;
- L'analyse des impacts des projets et nouveaux produits sur le profil de risques ;
- Le pilotage de projets de mise en conformité ;
- La gestion de la sécurité des systèmes d'information et des dispositifs de continuité informatique et métier ;
- La formation et la sensibilisation du personnel aux risques et à la réglementation ;
- La veille réglementaire ;
- Le suivi des plans d'actions visant à combler, dans un délai défini, les principales faiblesses identifiées (y compris les actions relatives aux recommandations d'audits internes/externes) ;
- Les comités de suivi et de pilotage des risques : comité incidents, veille réglementaire, fraude, sécurité des systèmes d'information, etc.

C.6. Autres risques importants

MM Retraite Supplémentaire n'a pas d'autres risques importants à signaler.

D. VALORISATION

D.1. Valorisation des Actifs

Les principaux postes de l'actif du bilan en valeur comptable sont synthétisés dans le tableau suivant :

EN M€	Actif	
	2017	2018
Immobilisations incorporelles		
Placements		1 335,2
Placements UC		1,0
Impôts différés actif		
Provisions techniques cédées		32,3
Prêts		0,0
Dépôts auprès des cédantes		
Créances		38,8
Trésorerie et équivalent trésorerie		0,7
Autres actifs		7,9
Total actif		1 416,0

Créances

Les créances en 2018 résultent de retards sur le cycle de trésorerie du solde de réassurance et d'effet méthode dans la comptabilisation des primes acquises non émises (PANE) dans le cadre de la clôture anticipée.

D.2. Valorisation des provisions techniques

Le tableau ci-après présente les provisions techniques de MM Retraite Supplémentaire au 31 décembre 2018 :

EN M€		Comptabilité		
Risques	Risques fins	Provisions techniques brutes	Provisions techniques cédées	Provisions techniques nettes
Epargne	Epargne retraite	1 335,4	32,3	1 303,1
UC	Epargne UC	1,4		1,4
Total		1 336,8	32,3	1 304,5

Les provisions techniques nettes des cessions à fin 2018 sont de 1 304,5 M€.

D.3. Valorisation des autres passifs

Les principaux postes du passif du bilan comptable sont synthétisés dans le tableau suivant :

EN M€	Passif	
	2017	2018
Fonds propres		67,8
Passifs subordonnés		
Provisions techniques		1 335,4
Provisions techniques UC		1,4
Provisions non techniques		0,2
Impôts différés passif		
Dettes d'assurance		0,2
Dettes et autres		11,0
Total passif		1 416,0

D.4. Méthodes de valorisation alternatives

Aucune méthode alternative concernant l'évaluation aux fins de solvabilité n'est à noter.

D.5. Autres informations

Aucune autre information importante concernant l'évaluation aux fins de solvabilité n'est à noter.

E. GESTION DU CAPITAL

E.1. Fonds propres

E.1.1. Procédures de gestion des fonds propres

L'objectif de la SGAM Malakoff Médéric Humanis est de gérer les fonds propres dans une perspective à la fois de :

- Création de valeur à long terme en phase avec la stratégie de développement de la SGAM Malakoff Médéric Humanis ;
- Maintien du niveau de solvabilité en phase avec l'appétit aux risques.

La gestion des fonds propres s'articule autour de 3 enjeux clés :

- Anticipation des besoins et/ou excédents de fonds propres (au regard des contraintes réglementaires, de la stratégie du groupe prudentiel, de l'appétit aux risques et de la sensibilité de la clientèle) ;
- Optimisation de la répartition des fonds propres et des mécanismes de solidarité entre les entités du groupe prudentiel ;
- Identification des leviers de pilotage des fonds propres et de la solvabilité (rapport entre les fonds propres et les besoins de fonds propres immobilisés).

Le processus de gestion des fonds propres s'inscrit dans la continuité du processus ORSA. Il se décompose de la manière suivante et est réalisé annuellement pour le groupe prudentiel et pour chacune des entités :



➤ Suivi du niveau de solvabilité :

Le suivi du niveau de solvabilité est réalisé à partir des résultats de l'ORSA. Ces résultats permettent de constater :

- À date de clôture : les fonds propres disponibles et les fonds propres devant être immobilisés dans le cadre du Besoin Global de Solvabilité ;
- En prospectif : d'anticiper les besoins de fonds propres sous différents scénarios de stress et différentes options de pilotage stratégiques (décisions d'investissements, décisions de tarification, décisions de développement...).

➤ Définition de la stratégie de solvabilité

La stratégie de solvabilité préconise pour le groupe prudentiel :

- Un niveau de ratio de solvabilité à atteindre en scénario central des calculs prospectifs de l'ORSA ;
- Un niveau de ratio de solvabilité à préserver en scénario adverse des calculs prospectifs de l'ORSA. Ce niveau matérialise l'appétit aux risques global.

Pour les entités du groupe, la stratégie de solvabilité consiste à veiller à ce que les ratios de solvabilité

de chaque entité soient suffisants pour ne pas déclencher les seuils des mesures de surveillance ni les seuils des mesures d'aide des règles de solidarité financière.

➤ **Construction du plan de gestion du capital :**

Le plan de gestion du capital se déduit des actions à mettre en œuvre pour que le niveau de solvabilité prospectif respecte les contraintes de la stratégie de solvabilité.

Chaque action portant sur les fonds propres ou le besoin de fonds propres fait l'objet d'une analyse de conformité sur la régularité et la capacité à modifier la solvabilité du groupe dans le sens souhaité.

Les opérations en capital sont par principe limitées entre les différents affiliés du groupe prudentiel et leurs filiales.

En cas d'apport de fonds propres, l'éligibilité aux différents tiers ciblés doit être démontrée et validée par l'autorité de contrôle.

➤ **Mise en œuvre du plan de gestion du capital :**

La mise en œuvre du plan de gestion du capital est ensuite réalisée par les différentes fonctions en charge au sein du groupe.

E.1.2. Eléments constitutifs de la marge de solvabilité

en M€	Fraction vie	TOTAL
Exigence minimale de marge	49,8	49,8
Eléments constitutifs (= A + B + C)		83,3
Cap. Versé/Fonds étab const./Siège	67,8	
Total A		67,8
Titres ou emprunts subordonnés Cotisation R423-16 non utilisée		
Total B		
Fraction du capital non versé Plus-values latentes admises actif non exceptionnelles Plus-values latentes admises passif non exceptionnelles Plus-values latentes nettes admises sur IFT	15,5	
Total C		15,5

L'exigence de marge de solvabilité est constituée :

- Des fonds propres de MM Retraite Supplémentaire pour un montant de 67,8 M€
- Des plus-values latentes admises pour un montant de 15,5 M€

Soit un total de **83,3 M€**.

E.2. Capital de solvabilité requis et Minimum de capital requis (MCR / SCR)

E.2.1. Méthode de calcul de l'exigence de capital

MM Retraite Supplémentaire comptabilise son exigence de marge par un pourcentage du montant de ses provisions techniques.

Ainsi, le montant minimum de l'exigence de marge de solvabilité au 31 décembre 2018 est de 49,8 M€.

En M€	Assiette brute de cessions	Taux affaires directes	Coefficient	Résultat
Provisions mathématiques	1 146,0	100,0%	4%	45,8
II - U.C. et engagements donnant lieu à provision de diversification				
Provisions mathématiques (a1 + a2)	1,4	100,0%		0,0
(a1) Avec risque de placement		100,0%	4%	
(a2) Sans risque de placement, > 5ans	1,4	100,0%	1%	0,0
III - Opérations collect. L 441-1				
(a) Provision mathématique théorique (R. 441-21)	99,6			
(b) Provision technique spéciale nette retenue pour le calcul de l'EMS	101,0			
(c) PVL ou MVL nettes des actifs en représentation de la PTS				
(d) Provision technique spéciale complémentaire				
(e) Provision technique spéciale de retournement				
(f) Somme des provisions techniques et PVL/MVL associées	101,0			
min(a), (f))	99,6		4%	4,0
Exigence de marge				49,8

E.3. Utilisation du sous-module « risque action fondé sur la durée » dans le calcul du-SCR

MM Retraite Supplémentaire n'est pas concernée.

E.4. Différences entre la formule standard et tout modèle interne utilisé

Non applicable.

E.5. Non-respect du MCR et du SCR

MM Retraite Supplémentaire n'est pas concernée.

E.6. Autres Informations

MM Retraite Supplémentaire n'a pas d'autres informations à communiquer.

ANNEXES : LES ETATS QUANTITATIVES

1- Bilan : RC.02.01

2- Primes, sinistres et dépenses par type de risque : RP.05.01.01

3- Exigence minimale de marge – Eléments constitutifs : RP.42.03.01

MM Retraite Supplémentaire
RC.02.01
Bilan

Valeur totale toutes monnaies	Valeur monnaie de déclaration	Valeur monnaies restantes
C0020	C0031	C0040

Actifs		 	 	
Placements (hors placements représentant les provisions techniques des opérations en unités de compte)	R0210	1 335 247K€	1 335 247K€	
Autres actifs : Actifs corporels d'exploitation, Avoirs en banque, CCP et caisse, Actions propres	R0220	715K€	715K€	
Placements représentant les provisions techniques afférentes aux opérations en unités de compte	R0230	1 030K€	1 030K€	
Part des réassureurs et organismes dispensés d'agrément dans les provisions techniques	R0240	32 255K€	32 255K€	
Créances : créances nées d'opérations directes, Créances nées d'opérations de réassurance	R0250	18 638K€	18 638K€	
Autres actifs : autres créances (personnel, Etat organismes sociaux, débiteurs divers), comptes de régularisation actif, capital souscrit non appelé, actifs incorporels	R0260	28 127K€	28 127K€	
Total de l'actif	R0270	1 416 013K€	1 416 013K€	
Passifs		 	 	
Provisions techniques hors opérations en unités de compte	R0280	1 335 365K€	1 335 365K€	
Provisions techniques des opération en unités de compte	R0290	1 416K€	1 416K€	
Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs, Dettes nées d'opérations directes, Dettes nées d'opérations de réassurance	R0300	209K€	209K€	
Emprunts obligataires et dettes envers les établissements de crédit	R0310	3 943K€	3 943K€	
Autres dettes	R0320	7 080K€	7 080K€	
Provisions pour risques et charges	R0330	248K€	248K€	
Compte de régularisation passif	R0340			
Total du passif	R0350	1 348 261K€	1 348 261K€	

MM Retraite Supplémentaire	
RP.05.01.01	
Primes, sinistres et dépenses par type de risque	

		Engagements de retraite						
		Branche 26	Eurocroissance	Euro - comptabilité auxiliaire d'affectation	UC - comptabilité auxiliaire d'affectation	Euro - Autre	UC - Autre	TOTAL
		C0550	C0560	C0570	C0580	C0590	C0600	C0610
Primes émises								
Brut	R1410	11 571K€				54 517K€	136K€	66 223K€
Part des réassureurs	R1420	2 261K€						2 261K€
Net	R1500	9 310K€				54 517K€	136K€	63 962K€
Primes acquises								
Brut	R1510	9 438K€				33 373K€	22K€	42 833K€
Part des réassureurs	R1520	1 573K€						1 573K€
Net	R1600	7 865K€				33 373K€	22K€	41 260K€
Charge des sinistres								
Brut	R1610	2 753K€		3 149K€		50 095K€	31K€	56 028K€
Part des réassureurs	R1620	717K€						717K€
Net	R1700	2 036K€		3 149K€		50 095K€	31K€	55 312K€
Variation des autres provisions techniques								
Brut	R1710	8 913K€		-8 168K€		-2 557K€	-336K€	-2 149K€
Part des réassureurs	R1720	-1 627K€						-1 627K€
Net	R1800	10 540K€		-8 168K€		-2 557K€	-336K€	-522K€
Dépenses engagées	R1900	1 324K€		139K€		10 227K€	11K€	

		Engagements correspondant à des garanties accessoires				
		Incap-inal	Autres	Acceptations - incap-inal	Acceptations - autres	TOTAL
		C0500	C0510	C0520	C0530	C0540
Primes émises						
Brut – assurance directe	R0110					
Brut – Réassurance proportionnelle accept	R0120					
Part des réassureurs	R0140					
Net	R0200					
Primes acquises						
Brut – assurance directe	R0210					
Brut – Réassurance proportionnelle accept	R0220					
Part des réassureurs	R0240					
Net	R0300					
Charge des sinistres						
Brut – assurance directe	R0310					
Brut – Réassurance proportionnelle accept	R0320					
Part des réassureurs	R0340					
Net	R0400					
Variation des autres provisions techniques						
Brut – assurance directe	R0410					
Brut – Réassurance proportionnelle accept	R0420					
Part des réassureurs	R0440					
Net	R0500					
Dépenses engagées	R0550					

MM Retraite Supplémentaire
RP.42.03.01
Exigence minimale de marge - éléments constitutifs

		Fraction non-vie	Fraction vie	TOTAL
		C0010	C0020	C0030
Exigence minimale de marge	R0010		49 841K€	49 841K€
Eléments constitutifs (= A + B + C)	R0020			83 291K€
Cap. Versé/Fonds étab const./Siège	R0030		67 752K€	
Réserves non engag./Primes capital	R0040			
Report à nouveau après affectation	R0050			
Emprunts fonds social complémen.	R0060			
-Actions propres	R0070			
-Frais d'acquisition non admis	R0080			
-Eléments incorporels au bilan	R0090			
Total A	R0100			67 752K€
Titres ou emprunts subordonnés	R0110			
à durée indéterminée	R0120			
à durée déterminée	R0130			
Cotisation R423-16 non utilisée	R0140			
Total B	R0150			
Fraction du capital non versé	R0160			
Plus-values latentes admises actif non exceptionnelles	R0170		15 539K€	
Plus-values latentes admises passif non exceptionnelles	R0180			
Plus-values latentes nettes admises sur IFT	R0190			
Total C	R0200			15 539K€

Fonds de garantie		Tiers exig. Minimale	Minimum absolu	Fonds de garantie
		C0040	C0050	C0060
Tiers de l'exigence minimale	R0210	16 614K€	3 700K€	16 614K€